



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - EC

Arrêté préfectoral refusant à la S.A.S. MANOIR INDUSTRIES l'autorisation de poursuivre l'exploitation d'une décharge de déchets industriels sur le territoire de la commune de FEIGNIES

Le Préfet de la Région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
officier de l'ordre national de la légion d'honneur
commandeur de l'ordre national du mérite

VU les dispositions du code de l'environnement;

VU la demande présentée par la S.A.S. MANOIR INDUSTRIES - siège social : 37 rue de Liège 75008 PARIS - en vue d'obtenir l'autorisation poursuite d'exploitation d'une unité de fabrication de pièces en acier moulé à FEIGNIES comprenant l'exploitation d'une décharge de déchets industriels ;

VU le dossier produit à l'appui de cette demande ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 2 octobre 1998 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique du 4 novembre 1998 au 4 décembre 1998 inclus ;

VU le procès-verbal d'enquête publique et l'avis du commissaire-enquêteur ;

VU l'avis de Monsieur le sous-préfet d'AVESNES-SUR-HELPE ;

VU l'avis des conseils municipaux de LA LONGUEVILLE, BETTIGNIES, MAUBEUGE et MAIRIEUX ;

VU l'avis de Monsieur le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

VU l'avis de Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;

VU l'avis de Monsieur le directeur régional de la navigation du Nord - Pas-de-Calais ;

VU l'avis de Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours ;

VU l'avis de Monsieur le chef de la division de l'équipement, direction de la région de Lille de la S.N.C.F. ;

VU l'avis de Monsieur le directeur régional de l'environnement ;

VU l'avis de Monsieur le directeur départemental de l'équipement ;

VU le rapport et les conclusions de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ;

VU les observations écrites présentées par l'exploitant le 14 décembre 2008 ;

ENTENDU les observations orales présentées par l'exploitant devant les membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 18 décembre 2007 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 18 décembre 2007 ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

Article 1^{er} Objet

La demande d'autorisation de la société MANOIR INDUSTRIES, dont le siège social est situé 37, rue de Liège à PARIS (75008), ci-après dénommée l'exploitant, de poursuivre l'exploitation de la décharge de déchets industriels qu'elle exploite sur le territoire de la commune de FEIGNIES (59750), lieudit « Ghislain Bray », est refusée.

Article 2 Fermeture de la décharge

L'exploitant doit procéder, dès notification de la présente décision, à la fermeture de la décharge, en ce sens que doivent cesser tout apport de déchets sur le site, ainsi que les opérations de tri – criblage de sables déjà entreposés sur le site en vue de leur valorisation pour une utilisation en travaux publics.

Article 3 Remise en état

L'exploitant engage sans délai à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions et mesures envisagées dans le mémoire de cessation d'activité et adressé à la préfecture du Nord par lettre ME/AL/SL/COU 1852-003-003 du 24 juillet 2006

La durée des travaux de remise état n'excédera pas 12 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Toute difficulté rencontrée par l'exploitant doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées qui pourra alors proposer au Préfet du Nord la modification du délai de remise en état.

3.1 – Réaménagement de la décharge

Pendant la période de travaux nécessaires à la remise en état de la décharge, l'accès au site doit se faire exclusivement depuis la rue Roger Salengro. Le site doit être entièrement clôturé et équipé d'un portail de 2 mètres de hauteur minimale, placé suffisamment en retrait par rapport au bord de la rue Roger Salengro pour permettre le stationnement, hors emprise de la rue, d'un ensemble routier lourd.

Sur ce portail, ou sur la clôture à proximité immédiate de ce dernier, doit être placé un panneau rappelant :

- les références et l'objet du présent arrêté préfectoral,
- l'interdiction d'accès à tout véhicule et à toute personne non autorisée par l'exploitant.

Ce portail doit rester fermé et verrouillé en dehors des périodes de travaux sur le site, ainsi qu'en dehors des périodes de présence de personnel sur le site.

L'exploitant doit veiller à ce que les voies publiques empruntées par les véhicules associés à la remise en état de la décharge ne soient pas souillées par ce trafic.

La décharge doit être reprofilée en surface de façon à favoriser l'écoulement des eaux météoriques vers un réseau de drainage extérieur.

La couverture finale doit être constituée, au-dessus des déchets et du bas vers le haut ;

- d'une couche de terre argileuse de 0,5 mètre d'épaisseur et de faible perméabilité ($< 10^{-6}$ m/s) ;
- d'une couche de terre végétale d'une épaisseur suffisante permettant la plantation d'une végétation favorisant l'évapotranspiration ; cette opération doit être menée de façon que la couche inférieure ne puisse être altérée par les racines des espèces végétalisées.

Les eaux de ruissellement provenant du site doivent être collectées par un réseau de fossés périphériques étanches et transiter par un bassin tampon d'un volume minimal de 1000 m³ afin de réguler le débit et de pouvoir surveiller leur qualité avant déversement dans le réseau d'eaux pluviales de la Ville de Feignies qui supposera, pour ce faire, la délivrance préalable d'une autorisation de rejet délivrée par le gestionnaire de ce réseau. Le rejet dans ce réseau doit respecter les objectifs qualitatif et quantitatif qui seront prescrits par cette autorisation de rejet.

3.2 – Aménagements et surveillance de la qualité des eaux souterraines

L'exploitant exercera un suivi de la qualité des eaux souterraines circulant sous le site à partir d'un réseau de piézomètres constitués des 6 ouvrages existants Pz1, Pz2, Pz2 bis, Pz3, Pz4 et Pz4 bis, nivelés par rapport à un repère NGF, implantés comme indiqué sur le plan joint en annexe 1, dans la nappe des limons argilo-sableux.

Chaque puits ou piézomètre doit rester accessible en tout temps afin de rendre possible la surveillance et d'éventuelles interventions complémentaires.

Le plan de surveillance comprend l'exécution deux fois par an, en périodes de hautes et basses eaux, par un laboratoire indépendant, de prélèvements dans chacun des puits ou piézomètres susvisés, de mesures, prélèvements et analyses portant sur la détermination des paramètres suivants :

PARAMETRES	METHODES D'ANALYSES
<ul style="list-style-type: none"> - mesure de la hauteur d'eau - pH - conductivité 	<ul style="list-style-type: none"> - NF T 90008 -
<ul style="list-style-type: none"> - Cr total - Pb - Cd - Cu - Zn - Mn - Ni 	<ul style="list-style-type: none"> NF EN 1233, FD T 90112, FD T 90119, ISO 11885 NF T 90027, FD T 90112, FD T 90119, ISO 11885 FD T 90112, FD T 90119, ISO 11885 NF T 90022, FD T 90112, FD T 90119, ISO 11885 FD T 90112, ISO 11885 NF T 90024, FD T 90112, FD T 90119, ISO 11885 FD T 90112, FD T 90119, ISO 11885
<ul style="list-style-type: none"> - Hydrocarbures totaux 	<ul style="list-style-type: none"> - NF T 90114
<ul style="list-style-type: none"> - CN totaux 	<ul style="list-style-type: none"> - ISO 6703/2
<ul style="list-style-type: none"> - Indice phénol 	<ul style="list-style-type: none"> - XP T 90109

Les résultats des mesures ci-dessus doivent être adressés à l'inspection des installations classées dans le mois suivant les mesures et prélèvements, accompagnés des commentaires de l'exploitant sur la qualité des résultats et anomalies éventuellement constatées.

Toute modification de la fréquence des prélèvements et/ou de la liste des paramètres à analyser ne peut être envisagée que sur la base d'un arrêté préfectoral complémentaire et sur proposition de l'inspection des installations classées.

Article 4 **Servitudes**

L'exploitant doit établir un dossier visant à l'instauration de servitudes d'utilité publique sur le site visé à l'article 1^{er}.

Ce dossier doit être conforme aux dispositions de l'article 24-4 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

Il doit notamment comporter :

- une notice de présentation,
- un plan faisant ressortir le périmètre concerné, ainsi que les aires afférentes à chaque catégorie de servitudes, le cas échéant,
- un plan parcellaire des terrains indiquant leur affectation,
- l'énoncé des règles envisagées dans la totalité du périmètre ou dans certaines de ses parties.

Ce dossier doit être adressé en trois exemplaires au Préfet du Nord dans un délai de six mois suivant la notification du présent arrêté.

Article 5 **Garanties financières**

L'exploitant doit constituer des garanties financières d'un montant de 381.123 € visant à couvrir les frais liés :

- au réaménagement final du site ;
- aux interventions en cas d'accident ou de pollution ;
- aux mesures de surveillance du site.

L'exploitant adressera au Préfet du Nord, dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, le justificatif de la constitution de ces garanties financières.

Il devra également fournir à Monsieur le Préfet, au minimum six mois avant le terme de la validité de l'acte de cautionnement en cours fixée à trois ans, un autre document attestant le renouvellement de ces garanties financières.

La durée de ces garanties financières sera au minimum de 12 ans après le réaménagement final de la décharge, acté par un procès-verbal de fin de travaux tel que défini à l'article 34-3.III du décret du 21 septembre 1977 précité.

Par ailleurs, le montant des garanties financières pourra être revu en fonction de l'avancée des travaux de réhabilitation de la décharge et notamment après avoir réalisé le procès-verbal de fin de travaux.

Article 6 **Frais**

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 7 **Délai et voie de recours**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Lille. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 8

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord et Monsieur le sous-préfet d'AVESNES-SUR-HELPE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

- Messieurs les maires de FEIGNIES, LA LONGUEVILLE, BETTIGNIES, MAUBEUGE, TAISNIERES-SUR-HON, GOGNIES-CHAUSSEE et MAIRIEUX ,
- Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,
- Messieurs les chefs des services consultés lors de l'instruction de la demande ou concernés par une ou plusieurs dispositions de l'arrêté,
- Monsieur le commissaire-enquêteur.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de FEIGNIES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.
- un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

FAIT à LILLE, le **25 AVR. 2008**



